



**DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°79-2024-251

PUBLIÉ LE 20 DÉCEMBRE 2024

# Sommaire

## **PREFECTURE des DEUX SEVRES / BSEC**

79-2024-12-20-00001 - AP restric artific prod infl cabur fêtes fin d'année  
(3 pages)

Page 3

## **PREFECTURE des DEUX SEVRES / SCSi**

79-2024-12-19-00004 - AP cessibilité extension poste électrique ROM (13  
pages)

Page 7

PREFECTURE des DEUX SEVRES

79-2024-12-20-00001

AP restric artific prod infl cabur fêtes fin d'année



**PREFÈTE  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture  
Direction du cabinet  
Service des sécurités

**ARRÊTÉ**  
**réglementant temporairement la vente, le transport et l'utilisation sur la voie publique**  
**des artifices de divertissement,**  
**la vente et le transport de carburants au détail,**  
**ainsi que des acides et tous produits inflammables, chimiques ou explosifs**

Le Préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013, relative à l'harmonisation des législations des Etats membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

**Vu** la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014, relative à l'harmonisation des législations des Etats membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 322-14-1 et 222-15-1 ;

**Vu** le code de la défense, notamment ses articles L. 2352-1 et suivants, R. 2352-1, R.2352-89 et suivants, et R.2352-97 et suivants ;

**Vu** le code des douanes, notamment ses articles 38 et 323 ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L. 122-1, L. 131-4 et suivants ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L. 211-2 et suivants ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2542-2 et suivants ;

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1 et suivants et L. 3136-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

Préfecture des Deux-Sèvres - BP 70000 - 79099 NIORT CEDEX 9  
Tél 05.49.08.68.68

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 modifié relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**Vu** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissements et articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** le décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 modifié relatif aux produits et équipements à risques ;

**Vu** le décret du président de la République du 15/02/2022 nommant Mme Emmanuelle DUBÉE préfète des Deux-Sèvres ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 u décret n° 210-580 du 31 mai 2010, relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015, relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;

**Considérant** que de nombreux incidents ont été constatés sur l'ensemble du territoire national à l'occasion des précédentes fêtes de fin d'année, notamment des feux de poubelles, ainsi que des jets de projectiles sur les bus et véhicules de police ;

**Considérant** que la nuit du 31 décembre 2024 au 1<sup>er</sup> janvier 2025, est susceptible de donner lieu à l'utilisation par des individus isolés ou en réunion de produits incendiaires ou d'acides contre les forces de l'ordre et les services publics ;

**Considérant** que l'utilisation inconsidérée ou malintentionnée des artifices de divertissement, d'acides ou de tous produits inflammables, chimiques ou explosifs, peut provoquer des atteintes graves aux personnes et aux biens ; que le risque existe d'un emploi détourné de ces artifices contre les forces de l'ordre ;

**Considérant** qu'au plan local, des événements violents ont été recensés les années précédentes cette nuit-là ;

**Considérant** qu'en ces circonstances, toutes les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées doivent être prises pour assurer la sécurité des personnes et des biens, pour prévenir la survenance des incendies volontaires et les agressions par usage de produits corrosifs ou pour en limiter les conséquences ;

**Considérant** qu'en vue de prévenir les troubles à l'ordre public provoqués par l'utilisation de produits inflammables, acides, carburants et artifices de divertissement à l'occasion de la Saint-Sylvestre, il convient d'en réglementer restrictivement la vente au détail et le transport sur le territoire des communes du département des Deux-Sèvres ;

**Sur** proposition de M. sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète des Deux-Sèvres ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La vente, l'utilisation sur la voie publique et le transport de tout acide, carburant et produits inflammable, ainsi que l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement sur la voie publique de catégories F2, F3 et F4 et d'artifices pyrotechniques de catégorie P1 et P2 sont interdits du :

samedi 21 décembre 2024 à 08h00 au jeudi 2 janvier 2025 à 8h00.

- sur le département des Deux-Sèvres,
- dans les lieux de grands rassemblement de personnes ainsi qu'à leurs abords immédiats.

**Article 2** : Par dérogation aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> sont autorisés l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4, ainsi que des articles pyrotechniques des catégories P1 et P2, aux personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique tel que défini par l'article 2 du décret n° 2021-580 du 31 mai 2010.

De même, pour les seuls artifices de divertissement des catégories F2 et F3, ainsi que pour les articles pyrotechniques des catégories P1 et P2 l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation sont autorisées aux seules personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré et autorisé par le maire de la commune.

**Article 3** : Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues aux articles du code pénal.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et consultable sur le site Internet des services de l'Etat des Deux-Sèvres. Il fera également l'objet d'une communication sur les réseaux sociaux de la préfecture.

**Article 5** : Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours administratif (recours gracieux auprès de mes services ou recours hiérarchique auprès du Monsieur le ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75 008 PARIS), soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac CS 80541, 86020- Poitiers cedex) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète de Bressuire, M. le sous-préfet de Parthenay, le colonel commandant le groupement départemental de gendarmerie et le directeur départemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Niort, le 20 DEC. 2024



Emmanuelle DUBÉE

PREFECTURE des DEUX SEVRES

79-2024-12-19-00004

AP cessibilité extension poste électrique ROM

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 DEC. 2024

- déclarant cessibles au profit de la société Réseau de transport d'électricité (RTE) les parcelles nécessaires au projet d'extension du poste électrique de ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de ROM,
- déclarant urgente la prise de possession des parcelles expropriées nécessaires à la réalisation du projet d'extension du poste électrique ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de Rom.

La préfète des Deux-Sèvres,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L132-1 à L132-4, R132-1 à R132-4 et R232-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 février 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mai 2024 portant ouverture d'une enquête publique conjointe du 17 juin 2024 9h00 au 5 juillet 2024 12h00, préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'extension du poste électrique de ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de ROM et de l'enquête parcellaire préalable à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de ce projet ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2024 déclarant d'utilité publique le projet d'extension du poste électrique de ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de ROM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de l'arrondissement de Niort ;

Vu le courrier de la société Réseau de transport d'électricité (RTE) du 22 février 2024, sollicitant l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire ;

Vu les dossiers d'enquête ;

Vu les courriers de notification individuelle informant du dépôt du dossier parcellaire en mairie de Rom adressé par RTE aux propriétaires concernés par lettre recommandée avec avis de réception, et les avis de réception afférents ;

Vu les justificatifs certifiants de l'affichage de l'arrêté portant ouverture des enquêtes conjointes et de la publicité de l'avis d'enquête conjointe par parutions dans les journaux « La Nouvelle République » et « Le Courrier de l'Ouest » du 4 juin 2024 et du 20 juin 2024 ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur remis le 23 juillet 2024 ;

Vu le courrier du 27 août 2024 de la société Réseau de transport d'électricité (RTE) sollicitant la prise d'un arrêté de déclaration d'utilité publique et d'un arrêté de cessibilité distinct concernant le projet d'extension 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de ROM ;

Vu le courrier du 5 décembre 2024 de la société Réseau de transport d'électricité (RTE) sollicitant la constatation de l'urgence à prendre possession des biens expropriés dans le cadre du projet précité ;

Vu le document d'arpentage en date du 9 décembre 2024, le plan et les états parcellaires annexés au présent arrêté ;

Considérant que le projet d'extension du poste électrique ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de Rom est reconnu d'utilité publique ;

Considérant que l'extension du poste de ROM est un projet structurant du Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) de la Nouvelle-Aquitaine, visant à sécuriser le réseau électrique dans la zone concernée ;

Considérant le calendrier de mise en service du projet et l'impact sur le réseau associé à un éventuel retard des travaux ;

Considérant qu'il convient de poursuivre la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il est nécessaire de déclarer l'urgence à prendre possession des biens expropriés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** Les parcelles nécessaires au projet d'extension 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de ROM, désignées dans le document d'arpentage, l'état et le plan parcellaire ci-annexés, sont déclarées cessibles au profit de la société Réseau de transport d'électricité (RTE).

**Article 2 :** L'urgence à prendre possession des biens expropriés dans le cadre du projet d'extension du poste électrique ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de Rom et à réaliser les travaux déclarés d'utilité publique, est déclarée.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché en mairie de ROM, publié par tous procédés en usage dans cette commune et notifié par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception aux propriétaires et titulaires de droits réels figurant sur l'état parcellaire ci-annexé, par la société Réseau de transport d'électricité (RTE), maître d'ouvrage.

La déclaration de cessibilité des terrains est valable pour une durée de six mois.

La déclaration d'urgence est valable jusqu'au terme de l'arrêté déclaratif d'utilité publique du 11 septembre 2024, soit le 12 septembre 2029 inclus.

**Article 4 :** La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de POITIERS (15 rue de Blossac, CS 80 541, 86 020 – POITIERS cedex) dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Il est possible de déposer un recours juridictionnel sur l'application internet Télérécours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire des copies du recours, l'enregistrement sera immédiat, sans délai d'acheminement.

Elle peut également être contestée par recours gracieux adressé à l'auteur de cette décision sous le présent timbre, ou par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur – 1, place Beauvau 75 008 PARIS CEDEX 08).

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui peut alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite et un recours contentieux peut être formé dans les deux mois suivant ce rejet implicite).

Le recours administratif ou contentieux ne suspend pas l'exécution de la décision contestée.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le président de RTE et le maire de ROM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Deux-Sèvres et affiché dans la mairie précitée.

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large vertical stroke on the left and a series of horizontal and curved strokes on the right, forming a stylized name.

Patrick VAUTIER

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 DEC. 2024

– déclarant cessibles au profit de la société Réseau de transport d'électricité (RTE) les parcelles nécessaires au projet d'extension du poste électrique de ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de ROM,

– déclarant urgente la prise de possession des parcelles expropriées nécessaires à la réalisation du projet d'extension du poste électrique ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts sur la commune de Rom.

**ANNEXE n° 1 : Le document d'arpentage**

**ANNEXE n°2 : Le plan parcellaire**

**ANNEXE n°3 : L'état parcellaire**

Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour.

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER



colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

(1) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C, ...

Commune : 079230  
Rom

24169

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le 29/11/2024

A. MIAST

Par Franck TURF.N., Géomètre Principal

Section : ZK

Feuille(s) : 01

Qualité du plan : P5

Echelle d'origine : 1/2000

Echelle d'édition : 1/2500

Date de l'édition : 01/01/2005

## MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 26/09/2024 par M. M. METAIS Céline, géomètre à Saint-Maixent l'Ecole

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A ..... , le .....

Cachet du rédacteur du document :  
S.E.L.A.R.L. Céline METAIS  
Société de Géomètre-Expert  
N° Inscription à l'ordre : 2005C200018  
7 Rue George SAND  
79400 SAINT-MAIXENT-L'ECOLE  
Tél. : 05 49 76 28 33

Permanence le Vendredi :  
15 Bis, Grand'Rue - 79500 MELLE  
Tél. : 05 49 29 17 05

Document dressé par

Mme METAIS Céline

à Saint-Maixent l'Ecole

Date 26/09/2024

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).  
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité de l'authenticité descripteur).

S.A. RTE ;  
Représentée par :  
En qualité de :  
David PIVOT  
ADJOINT AU DIRECTEUR  
DEPT DU SERVICE CONCERTATION  
ENVIRONNEMENT TERS  
CENTRE DEVELOPEMENT INGENIERIE NANTES  
ZAC GESVRINE  
RUE KEPLER - BATIMENT C  
BP 4105  
44241 LA CHAPELLE SUR ERDRE

Consorts DEMARBRE :  
M. Gilles DEMARBRE  
Mme Annie DEMARBRE  
M. Hervé DEMARBRE  
Mme Harmonie DEMARBRE

Indivision FRUCHARD :  
M. Eric FRUCHARD  
M. Dominique FRUCHARD  
(pour l'Indivision et pour lui-même)

GFA DE LA BILLAUDERIE :  
Représenté par : Nicoulaud  
En qualité de : Surann  
cogérant  
Nicoulaud  
cogérant Jacques  
Nicoulaud

LE VINNOLIER

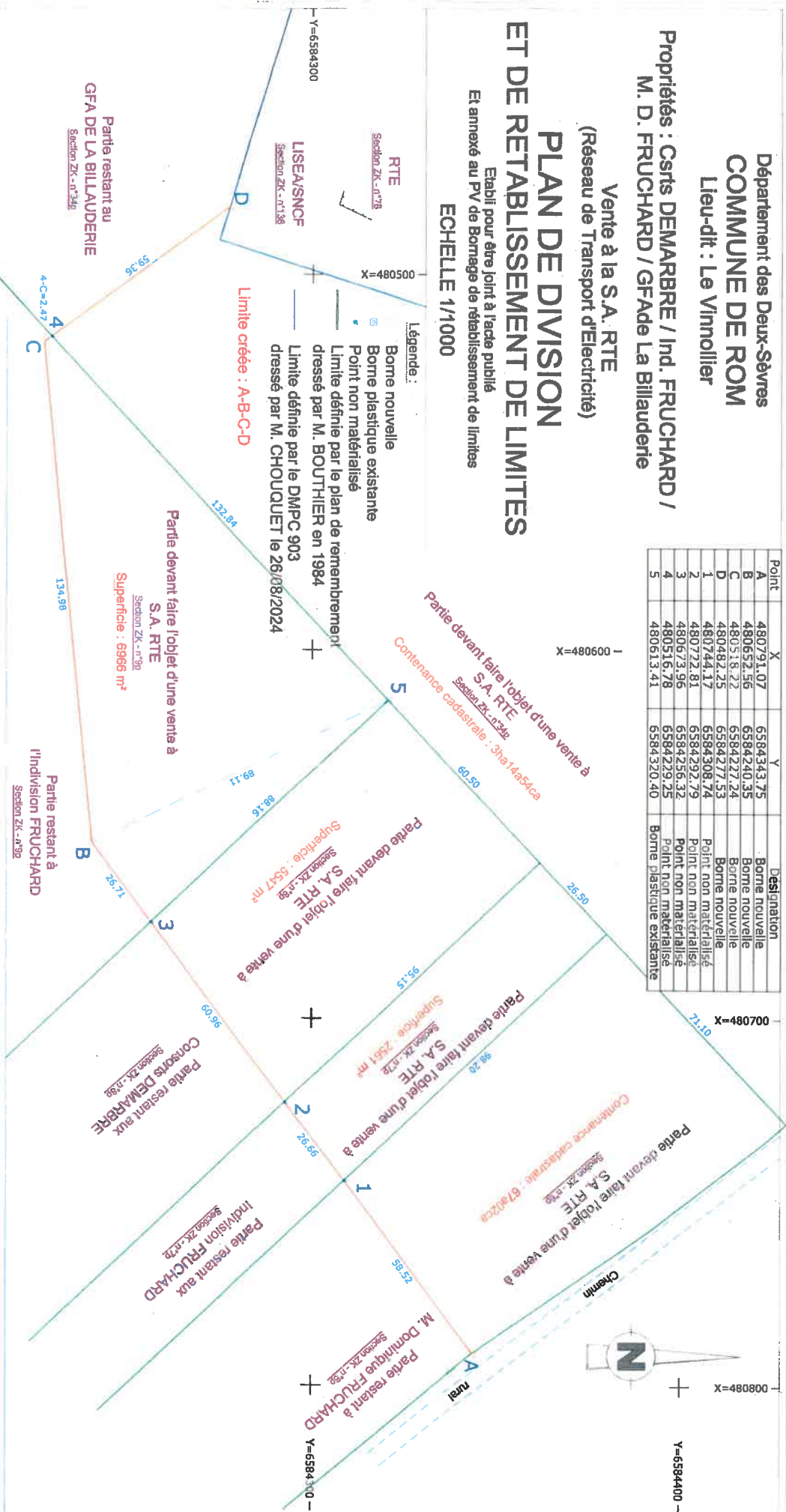
Propriétés : Csts DEMARBRE / Ind. FRUCHARD /  
M. D. FRUCHARD / GFade La Billauderie

**Vente à la S.A. RTE**  
**(Réseau de Transport d'Electricité)**

## PLAN DE DIVISION

Etabi pour être joint à l'acte publié  
Et annexé au PV de Bornage de rétablissement de limites  
ECHELLE 1/1000

Point	X	Y	Désignation
A	480791.07	658443.75	Borne nouvelle
B	480652.56	658424.35	Borne nouvelle
C	480516.92	658422.24	Borne nouvelle
D	480486.25	658427.53	Borne nouvelle
1	480744.17	6584308.74	Point non matérialisé
2	480722.81	6584292.79	Point non matérialisé
3	480545.32	6584295.32	Point non matérialisé
4	480516.98	6584229.25	Point non matérialisé
5	480613.41	6584320.40	Borne plastique existante



Bon pour accord sur les limites définies :

S.E.L.A.R.L. Céline METAIS BP 4105  
44241 LA CHAPELLE SUR ERDRE  
Société de Géométrie Expert

7, Rue George SAND  
79400 SAINT-MAIXENT-L'E  
15 Bis Grand'Rue  
79500 MELLE

**Mail : [contact@metais-geometre.fr](mailto:contact@metais-geometre.fr)**

**Ce plan fait suite à la réunion contradictoire du 26 Septembre 2024**

Coordonnées planimétriques rattachées au système Lambert 93  
Les distances indiquées sont mesurées à l'horizontale.

ref.	24169
plan	1
date	Septembre 2024

Commune : 079230 230  
Rom 24169

N° 927 J  
Document d'arpentage  
Document vérifié et numéroté le 29/11/2024  
A Niont  
Par

Franck TURFIN  
Géomètre Principal

Section : ZK  
Feuille(s) : 01  
Qualité du plan : P5  
Echelle d'origine : 1/2000  
Echelle d'édition : 1/2500  
Date de l'édition : 01/01/2005

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL  
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 26/09/2024 par M. me METAIS Céline... géomètre à Saint-Maixent-L'Ecole  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

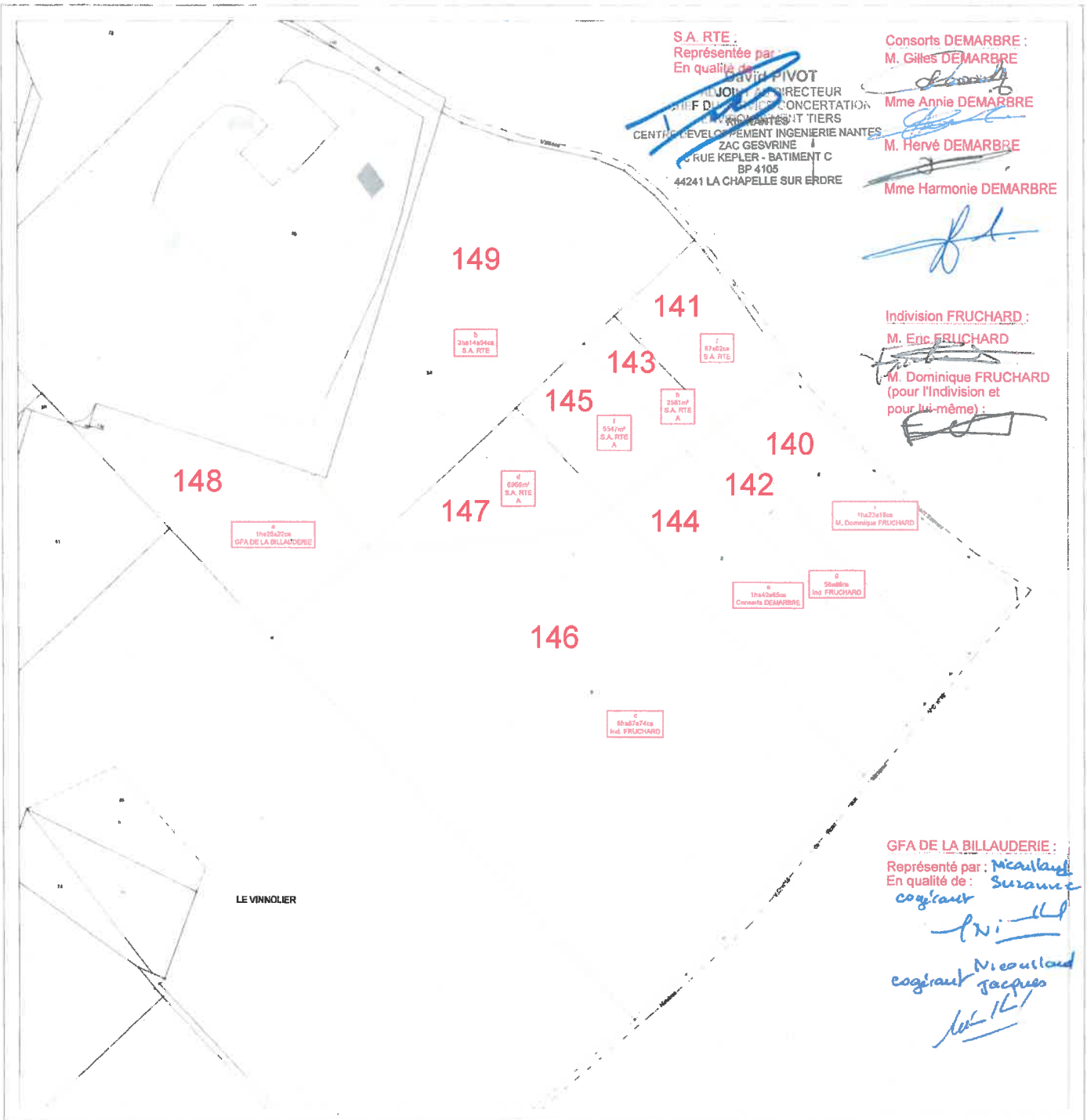
A , le

Cachet du rédacteur du document :  
S.E.L.A.R.L. Céline METAIS  
Société de Géomètre-Expert  
N° Inscription à l'ordre : 2005C200018  
7 Rue George SAND  
79400 SAINT-MAIXENT-L'ECOLE  
Tél. : 05 49 76 28 33

Permanence le Vendredi :  
15 Bis, Grand Rue - 79500 MELLE  
Tél. : 05 49 28 17 05

Document dressé par  
Mme METAIS Céline  
à Saint-Maixent-L'Ecole  
Date 26/09/2024  
Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)  
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité de l'autorité compétente).



**Propriétés : Csts DEMARBRE / Ind. FRUCHARD /  
M. D. FRUCHARD / GFade La Billauderie**

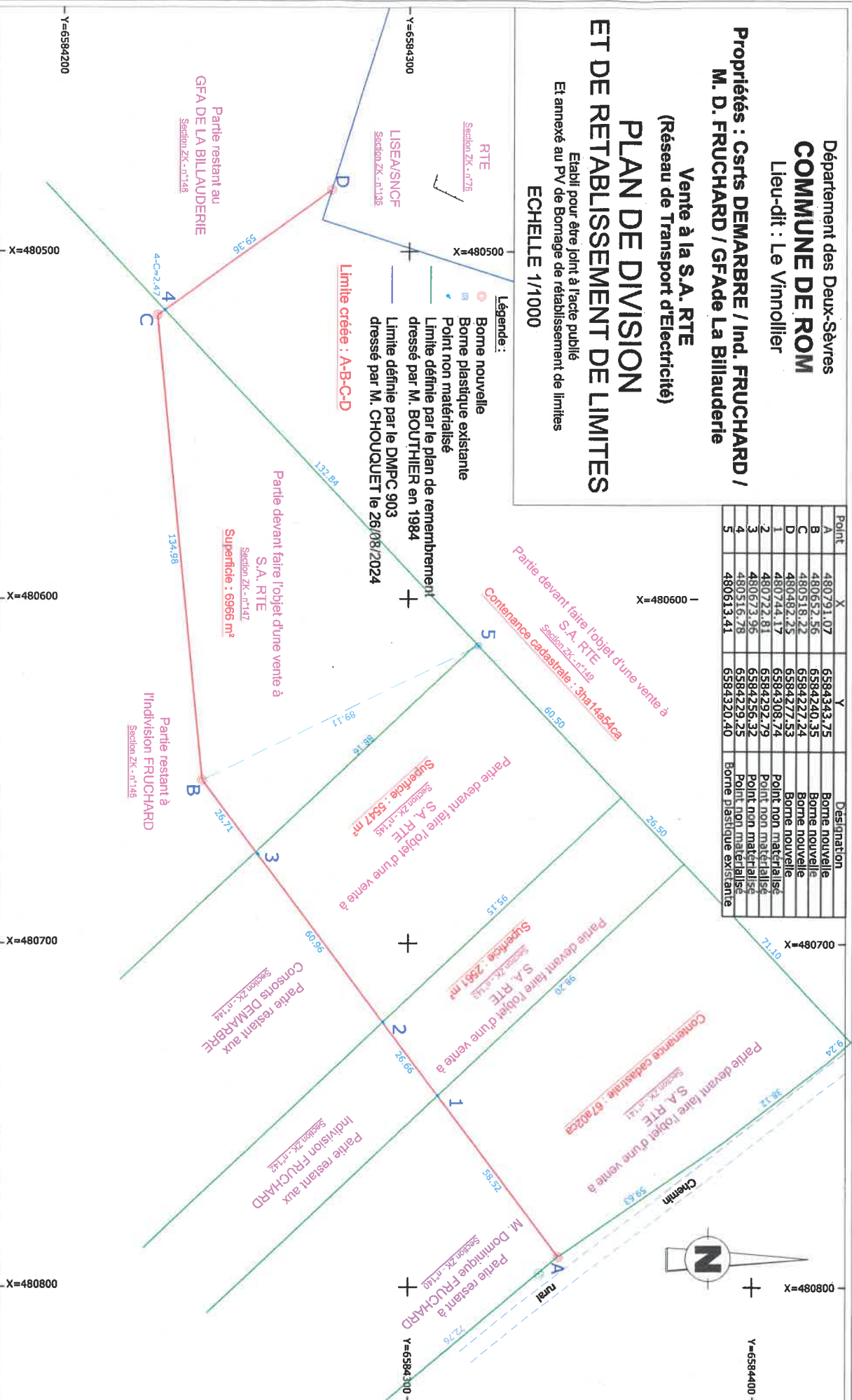
**Vente à la S.A. RTE  
(Réseau de Transport d'Electricité)**

# PLAN DE DIVISION ET DE RETABLISSEMENT DE LIMITES

**Etابلل pour être joint   l'acte publié**  
**Et annexé au PV de Bornage de rétablissement de limites**  
**ECHELLE 1/1000**

**ECHELLE 1/1000**

Point	X	Y	Désignation
A	480791.07	6588343.75	Borne nouvelle
B	480652.56	65884240.35	Borne nouvelle
C	480518.22	65884227.53	Borne nouvelle
D	480487.25	65884277.58	Borne nouvelle
1	480724.17	65883308.74	Point non matérialisé
2	480722.81	65884297.79	Point non matérialisé
3	480562.96	65884256.32	Point non matérialisé
4	480516.78	65884220.45	Point non matérialisé
5	480613.41	65884220.40	Borne plastique existante



**S.E.L.A.R.L. Céline METAIS**  
**Société de Géomètre Expert**

7, Rue George SAND 79400 SAINT-MAIXENT-L'E.	15 Bis Grand'Rue 79500 MELLE
--	---------------------------------

Tel: 05.49.76.28.33 Tel: 05.49.29.17.05

**Mail : [contact@metals-geometre.fr](mailto:contact@metals-geometre.fr)**

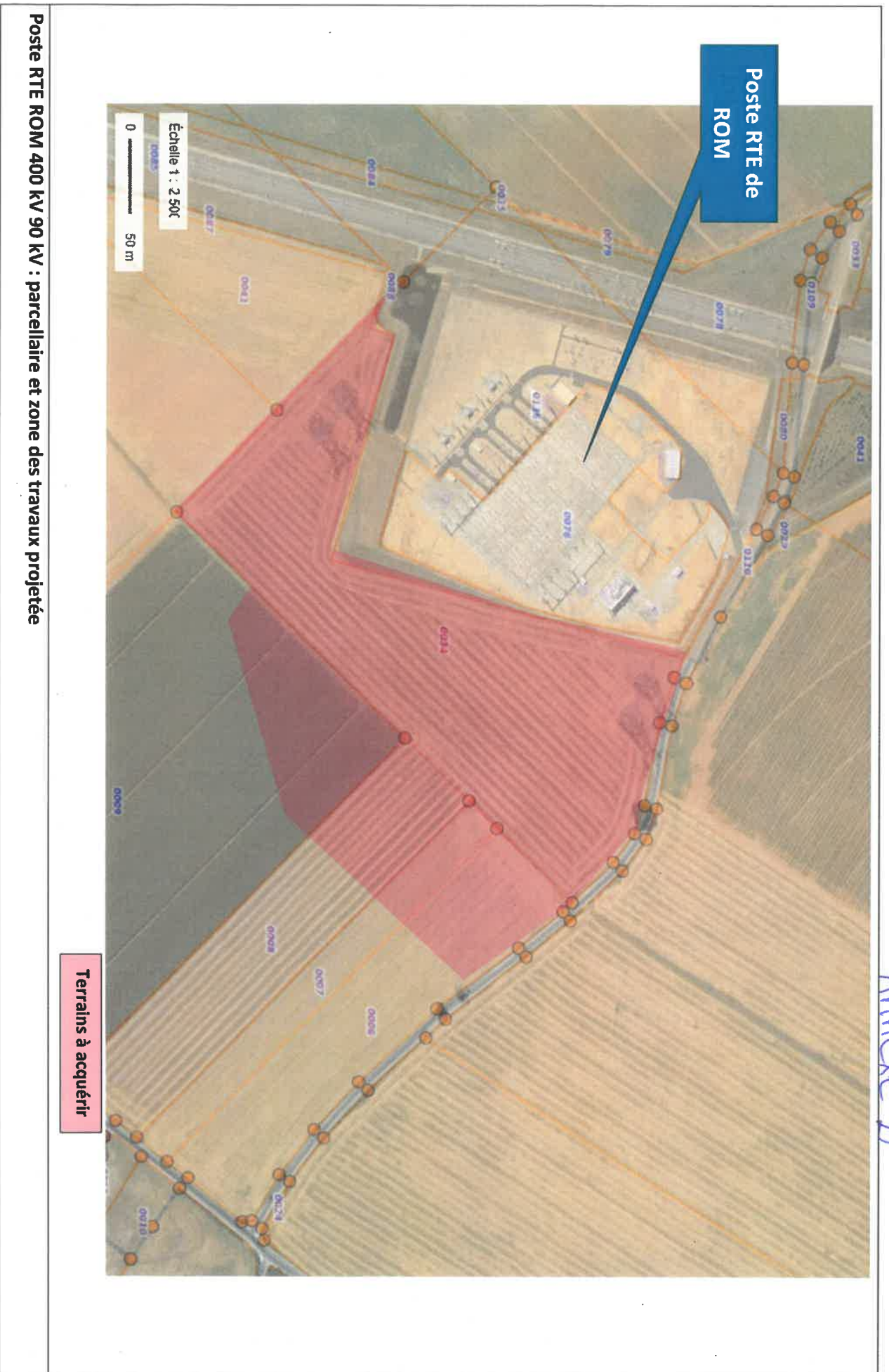
Ce plan fait suite à la réunion contradictoire du 26 Septembre 2024.

Coordonnées planimétriques rattachées au système Lambert 93.  
Les distances indiquées sont mesurées à l'horizontale.

Ref. 24169

plan 1

date **Septembre 2024**



Etat parcellaire  
Annexe 3 à l'arrêté de cessibilité  
Projet d'extension du poste électrique ROM pour la création de l'échelon 225 000 volts et la reconstruction de l'échelon 90 000 volts

Section	Numéro parcelle	Superficie à acquérir (m2)	Superficie restante (m2)	Nature du terrain	Adresse de la parcelle	Droits sur le bien	Adresses des propriétaires
ZK	0008	5 706	13 944	Terrain agricole	LE VINNOLIER, 79120 ROM	USUFRUITIER : MR DEMARBRE GILLES et MME DEMARBRE ANNIE NU PROPRIETAIRE : MME DEMARBRE HARMONIE et MR DEMARBRE HERVE	3 LES RENARDIERES, 79120 ROM  6 RUE DE LA GARENNE 79120 ROM
ZK	0007	2 581	5 879	Terrain agricole	LE VINNOLIER, 79120 ROM	PROPRIETAIRE : MR FRUCHARD ERIC et MR FRUCHARD DOMINIQUE	1 RUE DES PETITS BOIS, 79120 ROM
ZK	0009	6 966	66 774	Terrain agricole	LE VINNOLIER, 79120 ROM	PROPRIETAIRE : MR FRUCHARD ERIC et MR FRUCHARD DOMINIQUE	1 RUE DES PETITS BOIS, 79120 ROM
ZK	0006	6 713	12 307	Terrain agricole	LE VINNOLIER, 79120 ROM	PROPRIETAIRE : MR FRUCHARD DOMINIQUE	2 IMPASSE DES AUBEPINES, 79120 ROM
ZK	0034	31 454	12 522	Terrain agricole	LE VINNOLIER, 79120 ROM	PROPRIETAIRE : GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DE LA BILLAUDERIE représenté par MR NICOLLAUD JACQUES et NICOLLAUD SUZANNE	LA BILLAUDRIE, 79120 ROM

Total : 53 420 m²

Les informations inscrites dans le tableau présenté ci-dessus sont issues des matrices cadastrales transmises par le Service des Impôts Fonciers.